

Les subsides

M. Stevens: Évidemment pas, monsieur le Président. Je crois qu'il est temps que tous les députés, du premier au dernier, accordent leur appui à Expo 86. Lorsque j'étais en Extrême-Orient, je me félicitais d'entendre des gens de Thaïlande, de Singapour, d'Indonésie et d'ailleurs dire qu'ils avaient hâte de voir Expo 86, qu'ils étaient impatients d'avoir leur pavillon à cet excellente exposition. En ce qui me concerne, l'exposition est une tribune qui ne vaudra pas seulement pour la Colombie-Britannique mais pour tout le Canada, et il est temps que nous lui accordions notre appui et que nous en fassions un succès.

M. Riis: Monsieur le Président, je voudrais dire une chose, puis poser une brève question. Pour qu'il ne subsiste aucun malentendu, je tiens à préciser que je n'ai d'aucune façon prétendu qu'Expo 86 n'était pas un prétexte valable pour justifier une amélioration de l'infrastructure touristique. Ce que j'ai voulu souligner, c'est qu'on y consacrait des sommes fabuleuses et que tout indique que ce sera une entreprise déficitaire.

M. St. Germain: Vous vouliez parier là-dessus.

M. Riis: J'ai dit que ce ne serait pas un succès financier. C'était là ce que je pariais.

M. St. Germain: Et je relève votre pari.

M. Blenkarn: Le souhaitez-vous?

M. Riis: Ce n'est pas ce que j'espère, mais bien ce que tous les économistes prédisent. Je ne fais que répéter ce qu'ont dit ceux qui ont analysé la situation.

Le ministre savait qu'il serait dans de mauvais draps aujourd'hui s'il ne nous arrivait pas avec un accord négocié. Je suis heureux de constater qu'il a profité de cette occasion pour dire qu'une entente a été signée. Le ministre nous dirait-il si oui ou non il va déposer l'entente? Quand en connaissons-nous les détails précis? Quand et où vont-ils être disponibles? Des milliers de gens de cette province patientent depuis des mois et des mois, attendant de passer à l'action. Quand et où les détails de l'entente vont-ils être disponibles, car nous ne pouvons pas faire attendre ces gens-là indéfiniment?

M. Stevens: Monsieur le Président, le député doit savoir que l'entente, signée le 23 novembre, a déjà été rendue publique. Nous nous sommes entendus avec le gouvernement de la Colombie-Britannique pour fournir en tout 525 millions de dollars aux termes de l'Entente de développement économique et régional. La première EDER—300 millions de dollars—sera probablement signée par mon collègue, le ministre d'État (Forêts) (M. Merrithew), et sera rendue publique à cette occasion.

M. Riis: Elle n'a pas encore été signée.

M. Stevens: Je répète, nous nous sommes entendus sur le financement global. Nous avons décidé comment répartir les 525 millions de dollars en vertu de diverses ententes.

M. Riis: A quand la signature?

M. Stevens: Le député devrait s'en enquérir auprès de mon collègue, le ministre d'État (Forêts). Je suppose . . .

M. Riis: Je vous le demande, c'est vous qui en êtes responsable.

M. Stevens: Je suppose qu'il va la signer dès que lui et son collègue de la Colombie-Britannique auront convenu de la date.

M. Merrithew: Très bientôt.

M. Riis: Vous avez dit en octobre.

M. Merrithew: Très bientôt.

M. Stevens: L'entente est déjà conclue.

M. Angus: Monsieur le Président, ma question fait suite à celle de mon collègue, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis). Si j'ai bien compris, on ne dévoilera aucun détail lors de l'annonce? Ai-je bien compris qu'on s'était entendu sur le financement mais que rien ne permettait d'entreprendre dès demain les travaux en Colombie-Britannique, pour donner suite à cette entente? Va-t-il falloir attendre encore longtemps avant que le ministre d'État chargé des Forêts (M. Merrithew) ne signe l'entente forestière qui permettra de procéder aux semailles, à la construction routière, ainsi de suite?

M. Stevens: Monsieur le Président, voilà un autre socialiste qui ne comprend pas comment fonctionne les EDER. En vertu des ententes de développement économique et régional, des sous-traités sont signées, mais auparavant les deux niveaux de gouvernement s'entendent sur le financement global. L'entente forestière est prête à être signée. Ce n'est pas une question de retards dans la mise en œuvre. Le seul obstacle était l'entente sur le financement global; or celle-ci est conclue maintenant. Nous savons que 300 millions de dollars seront consacrés à cette entente forestière et l'on pourra donc la signer immédiatement. Les autres ententes seront signées très rapidement.

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, c'est bien la première fois qu'il nous est donné d'aborder des questions concernant précisément la Colombie-Britannique. Il n'arrive pas souvent que l'on se serve de la tribune du Parlement du Canada pour critiquer le leadership économique d'un gouvernement provincial. Je ne suis pas convaincu qu'il soit à conseiller de se mêler à la Chambre des communes des activités de l'assemblée législative d'une province souveraine. Dans une certaine mesure, la motion à l'étude a trait à un autre niveau de gouvernement, mais elle a été néanmoins présentée. J'ai l'impression qu'il s'agit d'une simple mise en scène de la part des néo-démocrates.